

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 91

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2712 - Prix : 1€

**Épidémie : incurie
gouvernementale**

Page 3

**Dialogue social :
Castex enrobe, les
dirigeants syndicaux
gobent**

Page 4

**Recomposition de la
gauche : troisième
voie, nouvelle
impasse**

Page 6

**Gisèle Halimi, une
combattante**

Page 8

États-Unis

**Des statues symboles
d'un passé raciste**

Page 10

Martinique

**Révolte des jeunes
contre les gendarmes
coloniaux**

Page 11



Contre la sauvagerie du capitalisme, les travailleurs doivent imposer leur droit à l'existence

Pas de trêve estivale pour les licenciements : chaque semaine apporte son lot de nouvelles suppressions d'emplois. Cette catastrophe sociale annoncée pour des centaines de milliers de travailleurs et leurs familles n'empêche nullement Macron et ses ministres de fanfaronner sur leurs mesures et de prétendre que le gouvernement sauvera demain les emplois qu'il est incapable d'empêcher de disparaître aujourd'hui.

Une semaine après son show télévisé du 14 juillet, Macron s'est à nouveau invité devant les caméras pour vanter le plan de relance de 750 milliards d'euros adopté par l'Union européenne. « Nous nous sommes battus, mais nous l'avons », a-t-il claironné, assurant que les milliards distribués par l'Europe permettraient de financer 40 % du plan de relance national. Deux jours plus tard, c'est son Premier ministre, Castex, qui qualifiait le « plan jeune » du gouvernement de « jamais vu ». Comme si le fait d'exonérer les patrons de cotisations sociales quand ils embauchent des jeunes, y compris pour des CDD de trois mois, était une mesure révolutionnaire et non un énième cadeau accordé au patronat, qui se déclare satisfait par la voix du Medef.

Verser des milliards d'argent public à la grande bourgeoisie n'a rien d'inédit. Lors de la crise de 2008, ils avaient déjà coulé à flots, et il ne s'agissait pas plus à l'époque qu'aujourd'hui de garantir les emplois des travailleurs, mais bien de sauvegarder les profits capitalistes.

Alors, ce qui est historique, ce ne sont pas les plans de relance pour la jeunesse, l'économie ou l'écologie. Ce qui est historique, c'est l'ampleur de la crise qui frappe les classes populaires et qui menace de faire reculer comme jamais les conditions de travail et de vie de toute la classe ouvrière.

Dans le monde du travail, rares sont les familles épargnées. Des dizaines de milliers de travailleurs précaires, en intérim, en CDD ou auto-entrepreneurs ont déjà perdu leurs revenus. S'y ajoutent les plans de suppressions d'emplois annoncés par les grands groupes, avec leurs conséquences en cascade pour les travailleurs des entreprises sous-traitantes, pour les commerces locaux et leurs employés, pour la vie économique et sociale de régions entières.

À ceux qui conservent leur emploi, le patronat annonce aussi la couleur : il faudrait accepter des conditions de travail et des salaires au rabais. Cette semaine, l'équipementier automobile Valeo a dévoilé un plan d'économies de 100 millions d'euros sur le dos des salariés, sans même faire semblant de promettre que les emplois seront préservés. Après s'être débarrassée de 2000 intérimaires, la direction veut imposer aux travailleurs restants le gel des salaires, la perte de jours de congés, l'allongement du temps de travail pour les cadres et le travail de nuit en production à sa guise.

De l'ingénieur à l'ouvrier, de l'embauché au précaire et dans tous les secteurs d'activité, aucun travailleur n'est à l'abri dans la guerre que les grands capitalistes déclarent pour maintenir leurs profits malgré la crise de leur système. Et ces attaques contre le monde du travail tirent toute la société en arrière.

Après une fusillade à Nice, le ministre de l'Intérieur Darmanin, chassant sur les terres de l'extrême droite, a parlé de « l'ensauvagement » de la société et promis des mesures pour restaurer l'ordre. Ces propos ne changeront rien à la dégradation des conditions de vie dans les quartiers. Les incivilités, les violences et les trafics qui empoisonnent le quotidien des habitants sont un sous-produit du chômage et de la misère grandissante. La sauvagerie existe bien : c'est celle d'un système économique incapable d'assurer un emploi et un salaire dignes à des millions de travailleurs.

Alors, à la logique des capitalistes et du gouvernement à leur service, il faut opposer les objectifs du monde du travail. Pour lutter contre le chômage, il faut répartir le travail entre tous sans perte de salaire. Il faut aussi que l'argent public serve à créer les millions d'emplois qui manquent dans les hôpitaux, les transports, les services d'aide aux anciens ou les écoles, à construire les millions de logements confortables et bon marché qui manquent aujourd'hui, sans qu'un centime n'aille enrichir un grand groupe privé.

Cela nécessitera une lutte collective et déterminée de tous les travailleurs, seul moyen de s'opposer à la course vers l'abîme que nous promettent les capitalistes.

Épidémie : incurie gouvernementale

Le gouvernement admet maintenant que l'épidémie de Covid-19 repart à la hausse. Il met en cause le relâchement des mesures barrières et tente encore une fois de se dédouaner. Sa seule solution pour l'instant est de rendre le port du masque obligatoire dans les lieux publics clos et de faire planer la menace de nouveaux confinements localisés.

Il est trop facile d'expliquer ainsi la remontée épidémique. Il s'agit d'un phénomène qui touche de nombreux pays, et notamment les pays voisins.

Dès le mois de mars, l'OMS avait préconisé les tests et l'isolement des patients comme les

moyens principaux de lutte contre le coronavirus. Clairement, les pays qui ont le mieux résisté à l'épidémie sont ceux qui les ont utilisés largement, en testant un maximum de personnes ayant été en contact avec des cas positifs.

Et c'est sur ce point que l'attitude des autorités françaises reste lamentable. En mars, le manque de tests et de suivi des patients a rendu nécessaire le confinement quand l'épidémie est devenue trop importante. Maintenant, il semble que le matériel de test existe en quantité suffisante, mais ce qui manque est le personnel pour l'utiliser et pour organiser un dépistage ciblé autour des cas positifs.

En ce qui concerne le traçage, la situation est tout aussi effrayante. L'application StopCovid mise en place par le gouvernement est un échec total. Il n'est plus question non plus des brigades sanitaires qui devaient effectuer des enquêtes et organiser le dépistage autour des cas positifs.

Ainsi, le fait que l'épidémie remonte après la fin du confinement est peut-être un phénomène normal mais, si elle devient à nouveau incontrôlable, ce sera avant tout parce que le gouvernement avait autre chose à faire que de mettre en place les moyens connus et efficaces de s'y opposer.

Port du masque : ça finit par coûter cher

Face à la multiplication des signaux de reprise de l'épidémie de Covid-19, le gouvernement a rendu obligatoire le port du masque dans les lieux publics clos sous peine d'une amende de 135 euros.

De l'avis des médecins et épidémiologistes, la systématisation du port du masque est une mesure nécessaire. Mais, comme à son habitude, le gouvernement n'exerce sa contrainte que sur la population : les entreprises, elles, pourront « gérer au cas par cas ». Pourtant, 20 % des clusters détectés en France depuis fin mai l'ont été dans une entreprise. Il n'est pas question non plus de rogner les profits des vendeurs de masques : le gouvernement a simplement limité le prix de vente du masque chirurgical à 95 centimes l'unité, alors qu'il en valait 10 avant l'épidémie. Cela tout en prélevant sa dîme, la TVA, au passage.

Utiliser deux masques par jour coûte 24 à 57 euros par personne et par mois, ce qui est insupportable pour bien des familles. L'État aurait bien sûr les moyens de prendre en charge ce coût : pour fournir à toute

la population de plus de quinze ans deux masques par jour, il ne faudrait que 612 millions d'euros par an : une somme bien inférieure aux milliards offerts par l'État aux capitalistes. Mais il n'en a jamais été question. Il a juste annoncé qu'il allait en envoyer aux 7 millions de personnes les plus précaires du pays. En quelle quantité et avec quelle fréquence ? Mystère. Quant aux millions d'autres, ayant juste quelques revenus de plus, elles devront payer.

L'obligation du port du masque

est aussi une mesure politique permettant au gouvernement de faire porter la responsabilité de la remontée l'épidémie sur la population, les jeunes dans les bars, les vacanciers à la plage, les familles en mariage... Un moyen de noyer sa propre responsabilité ainsi que celle du patronat, non seulement par leur impréparation mais par la façon dont ils ont poussé à la reprise de toute l'économie, dont l'industrie touristique.

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 1^{er} AOÛT de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 2 AOÛT de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 14 AOÛT de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 22 AOÛT de 8H30 à 10H00**

Santé : des annonces fallacieuses

Le ministre de la Santé, Olivier Véran, s'est targué, lors des négociations dites de Ségur avec les représentants des personnels soignants de rouvrir, temporairement, 4000 lits d'hôpitaux. Il y a 400 000 lits en tout aujourd'hui dans les hôpitaux publics.

Ce qui ramène l'« effort » du gouvernement à un tout petit un pour cent et ne compensera pas les 73 000 lits que son gouvernement et ceux d'avant ont supprimés depuis 2003. La lutte pour la réouverture de ces dizaines de milliers de lits est donc plus

que jamais à l'ordre du jour autant pour ce qui concerne le personnel des hôpitaux que pour ceux qui seront amenés à s'y faire soigner.

Dialogue social : Castex enrobe, les dirigeants syndicaux gobent

Le 17 juillet, le Premier ministre a organisé une conférence où il a rencontré les dirigeants des confédérations syndicales et des organisations patronales. Tous ont joué le jeu et, de FO à la CGT, ont exprimé leur satisfaction de ce « dialogue social ».

Mais de concret, il n'y a bien que le report de l'application de réforme de l'Assurance chômage et l'ajournement de la réforme des retraites. Le gouvernement a décidé de repousser nombre de sujets à plus tard, la vague de suppressions d'emplois qui se lève risquant déjà de susciter suffisamment de colère sans que s'y ajoutent les réformes largement contestées de-

puis un an.

Repoussées, les « réformes » en question, qui sont autant d'attaques, n'en restent pas moins en réserve dans le cahier des charges de Castex. Celui-ci répète que, pour lui, c'est le changement « structurel » qui importe, c'est-à-dire la mise en place d'une retraite par points réduisant les droits de tous les salariés

En revanche, ce qui ne souffrira pas de report, ce sont les mesures d'aide aux employeurs, prétendument destinées à favoriser l'embauche des jeunes de moins de 25 ans et la relance. Pendant que beaucoup, à commencer par les grands groupes

riches à milliards, suppriment des emplois par milliers, Macron et Castex s'engagent à les arroser de milliards de subventions, de prêts garantis ou d'exonérations d'impôts et de cotisations.

Pour voir dans cette situation une « volonté de dialogue », il faut une certaine myopie, qui signifie surtout que les dirigeants syndicaux se disent prêts à collaborer avec le pouvoir pour endormir les salariés à grand renfort de phrases creuses.

« Performance collective » : Accords de Pauvreté Collective

Avec pour alibi la crise sanitaire, les chantages à l'emploi se multiplient dans les entreprises. Les patrons demandent aux travailleurs d'accepter une aggravation de leurs conditions de travail ou une baisse de salaire, en échange d'une hypothétique préservation de leur emploi.

Cela prend souvent la forme d'un accord de performance collective à signer par les syndicats. Ce dispositif a été instauré par Macron en juillet 2017, bien avant que l'on parle du coronavirus. Il remplaçait et fusionnait d'autres accords du même type permettant d'exercer un chantage sur les salariés, à ceci près que désormais le patron n'est même plus tenu de justifier de difficultés économiques. Quant au travailleur qui en refuse les conséquences, il peut être purement et simplement licencié sans même bénéficier d'un licenciement économique.

Quant à la fable du sauvetage des emplois, le cas de l'usine Smart à Hambach en Lorraine est là pour montrer ce qu'il en est. Dans cette usine, le propriétaire Mercedes avait imposé en 2016 aux travailleurs de travailler 39 heures payées 37 en leur mettant le couteau sous la gorge. Aujourd'hui, cette entreprise vend l'usine et 1 600 travailleurs sont menacés. Les sacrifices en question ont enrichi les patrons, et les travailleurs risquent bien de prendre le chemin de Pôle emploi.

Cette méthode s'apparente à celle du chef de la mafia dont la phrase favorite dans le film Le Parrain était : « On va lui faire une proposition qu'il ne pourra pas refuser. » Le fait d'accepter la proposition ne garantit pas la survie.

On sait depuis longtemps que céder à un chantage ne fait que renforcer les maîtres chanteurs. Pour les

travailleurs, la seule voie possible est celle de la lutte pour imposer leurs propres conditions.



Évasion fiscale : quand le patronat fraude en très très grand

Depuis près de trois ans, les 4 000 multinationales des pays membres de l'OCDE sont censées informer des mouvements de leurs capitaux. Elles ne sont que 15 à l'avoir fait, mais cela a suffi pour estimer que 1 150 milliards d'euros se perdent dans des paradis fiscaux.

Le gros de cette évasion fiscale, loin d'atteindre d'obscurs pays, se dirige en fait, pour 72%, vers des États européens comme le Royaume-Uni, la Suisse, le Luxembourg et... les Pays-Bas, qui sont autant de paradis fiscaux qui ne figurent pas sur les listes noires, mais jouent le même rôle. Ainsi le Royaume-Uni, qui fait partie de l'OCDE, ne fournit aucune information sur cette activité.

Plus troublant encore : les experts

de l'OCDE ont noté que, pour chaque euro d'impôt sur les bénéfices des multinationales payé dans un paradis fiscal, six euros sont perdus pour le reste du monde. Quand l'État néerlandais empoche 3 milliards sur cette manne, il fait perdre plus de 20 milliards à ses voisins en impôts qu'ils n'empocheront pas. Cela n'a pas empêché, lors du dernier sommet de l'Europe, ses représentants non seulement de prendre la pose dite frugale, mais aussi de faire la leçon aux États qu'ils considèrent comme « cigales » !

Le ratio est identique au Luxembourg : pour un euro d'impôt payé par une multinationale, ce sont 20 euros perdus par les voisins. Mais le

ratio est encore supérieur aux Bermudes, avec 1 pour 24, et aux îles Caïmans, avec 1 pour 112. Les grands gagnants sont les îles Vierges britanniques, où le ratio est de 1 pour 314 !

En tout cas, les conclusions de l'OCDE sont sans appel : tandis que les multinationales européennes les plus riches se frottent les mains de leur astuce fiscale, l'argent manque pour le développement et dans les budgets sociaux des États européens. Ce manque à gagner, évalué à 300 milliards, diminue d'autant les budgets de l'éducation, du logement, des transports ou de la santé, avec les conséquences tragiques constatées lors de la récente pandémie.

Chômage et aides au patronat en hausse !

Au deuxième trimestre 2020, le nombre de demandeurs d'emploi de La Réunion tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'est établi en moyenne à 140 020. Il est en augmentation de 5,6 % par rapport au premier trimestre (soit + 7 370 personnes).

Arrêts de chantiers, fermetures de magasins ou de restaurants, les patrons n'ont pas hésité, pour préserver

leurs intérêts, à se délester de milliers de travailleurs, malgré les aides conséquentes de l'État pour leur permettre, en particulier, de continuer à payer les salaires, mais pas que.

À présent que les affaires reprennent, ils auront toujours la possibilité de reprendre ceux qu'ils ont mis à la porte sur de nouveaux contrats, avec redémarrage à zéro au niveau de l'ancienneté et des avantages périphé-

riques au salaire de base... ou en ayant recours à l'embauche de jeunes mineurs avec en prime une aide de l'État de 5000 euros et même 8000 euros pour un majeur de moins de 30 ans.

Les patrons peuvent dire merci à Macron et à son gouvernement qui prennent si bien soin de leurs intérêts !

Sanofi : riche à milliards, mais licencieur !



Sanofi, le premier fabricant français de médicaments bien connus comme le Doliprane (+ 20 % de production en un an!) a encore augmenté la masse des dividendes versés à ses actionnaires par rapport à l'an dernier. Ces derniers vont se partager cette année 4 milliards d'euros ! Les riches ne connaissent pas la crise.

Sanofi, malgré sa richesse accumulée, s'est vu attribuer par les services de l'État français 100 millions d'euros de crédits d'impôts recherche, alors qu'elle n'a cessé de diminuer ses effectifs de R et D (recherche et développement).

Sans doute insatisfaite de ses

résultats financiers, la direction de Sanofi vient d'annoncer la suppression de 1700 emplois en Europe, dont 1000 en France.

Eh bien non, quand les affaires des capitalistes vont bien, cela ne signifie pas que celle de leurs travailleurs s'améliorent... car ils n'en ont jamais assez !

Seule la lutte des travailleurs et leur contrôle sur les richesses produites et les mouvements de capitaux pourraient mettre un terme à cette situation scandaleuse.

« Séparatisme » : une loi pour diviser



Poursuivant sa drague de l'électorat réactionnaire et reprenant les obsessions de Macron et de l'ex-ministre de l'Intérieur Castaner, Castex a, lors de son long discours de politique générale du 15 juillet, évoqué la mise en place d'une loi contre le « séparatisme ». Ce mot, cher à un Zemmour, vise les musulmans encore plus clairement que celui de communautarisme.

Cette loi, si elle est adoptée, devrait renforcer une circulaire déjà

adressée aux préfets en novembre 2019, qui avait officialisé le déploiement sur tout le territoire de cellules de surveillance administrative et policière. Il s'agissait de repérer les « *signaux même faibles de repli communautaire* ». Cette circulaire encourage la délation publique, expliquant même, notamment aux enseignants, comment repérer et signaler des signes de radicalisation islamiste.

Castex et Macron n'utilisent pas le terme de séparatisme à l'encontre des ghettos de riches, comme la villa Montmorency à Paris. Et quand ils se drapent du mot de laïcité, ce n'est bien sûr pas pour dénoncer les processions catholiques sur la voie publique, ni pour exiger que les 8 000 écoles catholiques, intégristes ou pas, soient placées sous surveillance. Non, ceux qu'ils visent, ce sont exclusive-

ment les musulmans, les milieux d'origine immigrée et les pauvres.

En fait, toute cette campagne raciste vise deux choses. D'abord, dans la perspective des présidentielles, faire à nouveau des œillades à l'électorat xénophobe, sinon raciste, qui est celui du RN de Le Pen, mais aussi d'une grande partie de la droite, de Dupont-Aignan, de Villiers, Wauquiez, Retailleau et bien d'autres. Et, plus largement, il s'agit là d'essayer, comme toujours, de distiller le poison de la xénophobie parmi les travailleurs. Cela en cherchant à diviser leurs rangs selon l'origine, la langue, la religion, la couleur de peau, alors même que, plus que jamais, ils ont besoin de se rassembler contre leurs véritables ennemis communs : les capitalistes et les gouvernants à leur service.

Recomposition de la gauche : troisième voie, nouvelle impasse

À moins de deux ans de l'élection présidentielle, la sélection d'un candidat capable d'y faire jeu égal avec Macron et Le Pen est lancée. Dernière initiative en date à gauche : l'homme de presse Laurent Joffrin, ex-directeur du *Nouvel Observateur* puis du quotidien *Libération*, vient de lancer un mouvement pour tenter d'ouvrir une voie, entre les écologistes et la France insoumise, unifiant le PS, le Parti radical de gauche et les déçus de Macron qui le voudront bien. Ce mouvement bénéficie du soutien de 150 personnalités qui ont signé l'appel « pour la création d'une force alternative à gauche ». Joffrin a annoncé des assises « sociales et écologistes » pour fonder un nouveau parti dès la fin de l'été.

Selon le PS où piaffent d'impatience Ségolène Royal et Bernard Cazeneuve, l'initiative de Joffrin est celle, en sous-main, de Hollande, qui y trouverait un moyen de revenir sur le devant de la scène. Une candidature de plus, sur le même terrain de cette gauche qui voit déjà les ambitions multiples s'afficher chez les

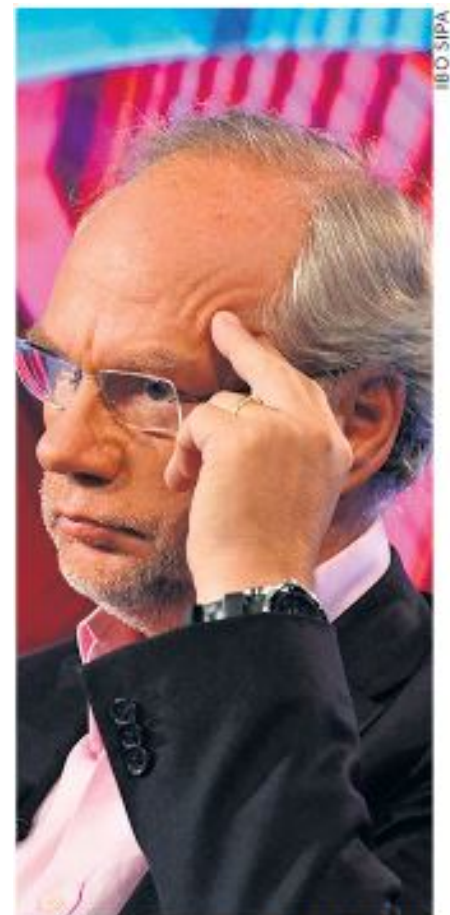
écologistes. Sans compter Jean-Luc Mélenchon qui continue, de son côté, à jouer sa partition... en espérant que les précédents voudront bien se ranger sous sa baguette. À moins qu'à la France insoumise même un impatient ne lui ravisse cette baguette de chef d'orchestre.

Il n'est pas dit que, le rejet de Macron allant croissant dans les classes populaires, on ne voie émerger encore d'autres candidats cherchant à capter à leur profit ce mécontentement.

Rien ne différencie pourtant ces politiciens, pas même les mots creux qu'ils servent à qui veut bien les entendre. Quant à leurs programmes, quoi qu'ils en disent aujourd'hui, ils auront tous au moins une chose en commun : celle de masquer les véritables responsables de l'aggravation de leur situation que sont les gros actionnaires et les membres du grand patronat.

Quel que soit l'élu, une chose est sûre : après avoir abreuvé les classes populaires de promesses le temps de l'élection, le prochain élu, qu'il soit de gauche, de droite ou d'ailleurs,

appliquera le programme que lui aura dicté la bourgeoisie.



Laurent Joffrin.

Païement de proximité : plus proches de nos porte-monnaie !



listes. À La Réunion, 27 bureaux ont été retenus dans quinze communes.

Pour s'acquitter de leurs dettes, les contribuables n'auront plus qu'à scanner les avis de paiement et régler à une borne spécifique. Mais pour ceux qui souhaiteraient avoir des renseignements sur leurs impôts, il leur faudra quand même aller dans les centres des finances publiques qui... n'accueillent plus que les matins et dont le nombre va diminuer !

C'est ça le service « de proximité » façon gouvernementale !

Depuis le 28 juillet il est possible de payer ses factures, ses impôts, ses amendes, la cantine, la crèche, les frais d'hôpitaux, etc. chez les bura-

NRL ou main basse sur l'argent public

Depuis une semaine, les patrons transporteurs manifestent leur mécontentement contre la Région.

C'est leur énième mouvement de colère depuis l'arrêt des travaux de la NRL. Leur revendication est toujours la même : que le chantier reprenne pour avoir des galets à transporter.

La Région qui refuse d'endosser toute responsabilité dans cette affaire, renvoie les transporteurs vers le groupement GTOI-SBTPC qui a décroché le marché de la NRL. Selon Didier Robert, c'est à celui-ci de trouver les roches massives qui

manquent.

Les transporteurs qui ne l'entendent pas de cette oreille persistent auprès de la Région. Ils ont élu domicile avec leurs engins devant la pyramide inversée avant d'être sommés de lever le camp par la justice.

De leur côté, GTOI et SBTPC réclament à la Région une rallonge de 150 millions pour des « imprévus » dans la réalisation du chantier.

Depuis le début de celui-ci, ces entreprises ont fait grimper de plusieurs millions le coût de la NRL.

Le marché de la NRL est si juteux que tous ces capitalistes veulent

en tirer le maximum de profits.

Même le vice-président de la Région, Dominique Fournel qui est loin d'être l'ennemi des patrons, considère qu'ils en demandent trop et que la Région a déjà été très généreuse.

Combien de bénéficiaires les GTOI, SBTPC, Eiffage, les transporteurs, etc. ont-ils déjà empoché ?

Ces capitalistes et les élus veulent continuer à puiser dans les caisses publiques comme bon leur semble.

Il serait temps que les travailleurs exigent d'avoir un contrôle sur leurs agissements et sur l'argent.

Justice pour Anthony Smith !

Anthony Smith, inspecteur du Travail, militant et ancien secrétaire général de la CGT du ministère du Travail, après avoir été placé par le ministre du Travail, Muriel Penicaud, pendant trois mois en mise à pied conservatoire, était convoqué le 22 juillet en conseil de discipline pour avoir exigé d'un employeur, l'ARADOPA, entreprise d'aide à domicile, qu'il respecte ses obligations en matière de protection des salariées face à l'épidémie de Covid 19.

À l'heure où les ministres incitent sur tous les tons la population à se protéger du virus, l'ex du Travail donnait son feu vert à la répression

contre ceux qui sont censés faire respecter les consignes... gouvernementales quand celles-ci heurtent les intérêts du patronat.

En effet, derrière cette agression caractérisée contre un militant qui a osé demander des comptes à un patron, ce qui est en jeu c'est le sort des 400 000 aides à domicile (dont plusieurs milliers à La Réunion), essentiellement des femmes, mal payées, sous équipées et méprisées par leurs employeurs.

L'amélioration de leur situation ne pourra se faire qu'au travers des luttes et mobilisations qu'il leur faudra mener collectivement et avec détermina-

tion. L'argent ne manque pas dans cette société qui sait trouver des milliards pour renflouer le patronat.

Cependant, l'écoeuvante collusion du gouvernement avec le patron de l'ARADOPA a heureusement trouvé en face d'elle la mobilisation de plusieurs centaines de travailleurs et de militants syndicaux et politiques, dont notre camarade Nathalie Arthaud, qui ont manifesté leur solidarité et leur exigence de retrait de toute sanction à l'égard d'Anthony.

Anthony Smith doit être réintégré dans son poste et sa mise à pied levée et payée !

Gisèle Halimi, une combattante

Depuis sa mort, mardi 28 juillet, tous les médias saluent en Gisèle Halimi une avocate qui fut une grande « féministe ». C'est une unanimité de louanges. Mais ils sont moins nombreux à rappeler qu'elle a aussi pris parti contre la colonisation.

Nous aussi saluons Gisèle Halimi, qui fut une combattante. Née en 1927, élevée dans un milieu juif tunisien traditionnel où l'on n'attachait guère d'importance à l'instruction des femmes et où on voulut la marier à 16 ans, elle a su se battre pour échapper à son sort, faire des études, et partir à Paris pour devenir avocate.

Elle n'avait même pas trente ans quand débuta ce qu'on appelle la guerre d'Algérie, c'est-à-dire en fait la lutte du peuple algérien pour son indépendance, quand l'Algérie était encore une colonie française. L'État français, avec à sa tête des gouvernements alternativement de droite, ou du centre avec Mitterrand, ou de gauche avec le socialiste Guy Mollet, mena une guerre implacable contre cette lutte légitime.

Dans cette période, plus d'un demi-million de jeunes Français ont été envoyés en Algérie au cours de leur service militaire, de 24 mois ou plus, jouer le rôle d'une armée d'occupation. On leur faisait mener des opérations dites de pacification qui consistaient à enlever ou à tuer tous ceux qui étaient soupçonnés d'être au FLN ou de l'aider. Des villages entiers furent détruits, leurs habitants tués ou rassemblés dans des camps.

Gisèle Halimi se spécialisa dans la défense des militants du FLN. Elle défendit en particulier une jeune militante, Djamilia Boupacha, torturée et violée en prison par les militaires français. C'était prendre des risques que d'aller aider en Algérie les emprisonnés. Elle fut d'ailleurs menacée de mort par les tenants de l'Algérie française. Ce n'était pas une cause qui avait les



fr.wikipedia.org

faveurs de l'opinion publique et des médias, à une époque où même le Parti communiste français ne défendait pas l'indépendance de l'Algérie, mais seulement « La Paix en Algérie » et où les combattants FLN étaient présentés que comme de dangereux terroristes.

Nous ne discutons pas ici de la politique du FLN, que nous ne soutenons pas, tout en soutenant inconditionnellement la lutte du peuple algérien, mais du climat qui régnait à cette époque en France, et du courage d'une jeune femme qui fit ce qu'elle jugeait juste. Et à une époque où les femmes n'avaient pas encore officiellement le droit de travailler ou de posséder un compte en banque sans l'autorisation de leur mari !

Après l'indépendance de l'Algérie, Gisèle Halimi continua à combattre pour la cause des femmes. Dans un procès qui fit du bruit, celui dit de Bobigny en 1972, elle défendit une mère qui avait aidé sa fille à avorter. Car à cette époque, l'avortement était encore passible de prison. Le droit légal à la contraception n'existait alors que depuis peu, et des centaines de milliers

d'avortements clandestins avaient lieu en France chaque année, avec tous les risques que cela impliquait pour les femmes concernées. La jeune fille fut relaxée, la mère condamnée à deux ans de prison avec sursis.

Ce procès fut une étape dans la longue lutte de bien des femmes et des hommes d'ailleurs, pour en finir avec la pénalisation de l'avortement et aboutir à la loi de 1975.

Elle participa ensuite au mouvement pour faire reconnaître le viol comme un crime, passible donc de la cour d'assises, et non plus comme un simple délit. Pendant le procès d'Aix-en-Provence, elle appela à la barre Arlette Laguiller, qui commençait à être connue, comme témoin non pas de ce viol, mais de la pression que subissaient au quotidien les femmes qui travaillaient.

Gisèle Halimi a choisi de combattre pour ce qu'elle estimait juste et a fait évoluer la loi, au début toujours à contre-courant dans un milieu réactionnaire, celui de « la justice », souvent à contre-courant dans l'opinion publique. C'était une femme courageuse.

De la conquête spatiale à la guerre

La crise sanitaire s'est doublée d'une crise économique, mais les gouvernements, partout dans le monde, ont décidé de mobiliser les finances étatiques, leurs banques centrales pour en limiter les conséquences. Des centaines de milliards ont été mis à disposition des entreprises et ce sont bien sûr les plus puissantes qui ont récolté la mise.

La distribution généreuse de fonds publics par les États ne semble pas pour autant s'arrêter là. La relance par plusieurs grandes puissances (États-Unis, Russie, Inde, Chine, Emirats) de la conquête spatiale et de leur concurrence dans cette aventure nécessite la mobilisa-

tion de nouveaux fonds qui se chiffrent par dizaines de milliards de dollars.

La ministre française des Armées, Florence Parly, a fait savoir que la France ne resterait pas l'arme au pied dans cette course aux étoiles. Elle a déclaré : « *Espionnage, sabotage, pollution : les menaces sont tangibles. Face à ce nouvel ordre des choses, nous devons être prêts* » et elle a évoqué « *le passage d'un espace bien commun à un espace dans lequel les puissances continuent à se disputer la suprématie mondiale* ». Sur terre ou dans les airs, le capitalisme ne change pas de nature !

Dans un premier temps, le gou-

vernement français compte mettre sur la table 3,6 milliards pour porter cette somme à 4,3 milliards par la suite. Les actionnaires de Safran, de Thalès et Cie rêvent déjà de voir leurs profits s'envoler !

Mais avec cet élargissement du domaine de la concurrence entre États et capitalistes à l'espace, ce qui plane à présent au-dessus de la tête de l'humanité, c'est le danger d'une guerre tout court avec des moyens surdimensionnés ! Le capitalisme est bien la plus grande menace pour la survie de l'humanité aujourd'hui. Le mettre hors d'état de nuire sur terre est vital !

DANS LE MONDE

UNION EUROPÉENNE

Un attelage brinquebalant

Mardi 21 juillet au petit matin, les responsables des 27 pays de l'Union européenne ont fini par accoucher d'un accord visant, disent-ils, à relancer une économie mise à mal par le Covid-19.

L'UE empruntera sur les marchés financiers de quoi verser 390 milliards d'euros de subventions aux pays les plus touchés, notamment l'Espagne, l'Italie et la France. Elle pourra également emprunter jusqu'à 360 milliards d'euros, pour les prêter aux pays qui en feraient la demande. Les subventions sont assumées par l'ensemble des 27, les prêts seront remboursés par les pays emprunteurs.

Cela s'ajoutera aux centaines de milliards d'euros déjà sortis pour garantir les profits des grands groupes capitalistes. Devant le ralentissement économique et commercial consécutif à la pandémie, les États tentent, comme en 2008, de faire repartir la machine en l'arrosant de monnaie.

En acceptant le plan de relance proposé par la France et l'Allemagne, l'Union européenne se borne à faire en commun ce que chaque État fait pour son propre compte. Et elle le fait, en réalité, à petite échelle. La France, par exemple, touchera 40 milliards d'euros de l'UE alors que les différents plans de relance décidés par le gouvernement français se montent à près de 500 milliards.

Ce plan de 750 milliards d'euros, initialement proposé par Merkel et Macron, est surtout destiné à relancer la machine économique au sud de l'Europe. L'économie européenne est fortement intégrée et les capitalistes allemands et français ne peuvent envisager une faillite de pays aussi importants que l'Italie ou l'Espagne, à la fois fournisseurs et clients. C'est pourquoi le patronat allemand, jusque-là farouchement opposé aux dettes européennes communes, a demandé à sa représentante de se prononcer pour ce plan.

La fin des négociations s'est accompagnée de cris de victoire, affirmant que dorénavant l'Europe existait. Mais la crise économique ne peut que renforcer les tendances centrifuges en Europe. L'exemple de la Grande-Bretagne et du Brexit montre que les dérapages politiques peuvent conduire à des sorties de route incontrôlées. Et, surtout, la lutte pour la vie entre groupes capitalistes pousse chacun d'eux à s'appuyer de plus en plus sur son État national, ce qui constitue le plus corrosif des dissolvants de l'Union européenne des bourgeoisies.



BRÉSIL

Les "motoboys" manifestent

Mercredi 1er juillet, une manifestation d'un millier de livreurs à moto, les « motoboys », a bloqué la principale avenue de Sao Paulo.

Dans toutes les grandes villes, ils étaient nombreux à faire grève contre les revenus inférieurs au smic (170 euros), contre les journées à rallonge, le manque de droits sociaux et de protections contre le Covid, l'arbitraire des plateformes Internet qui, pour un oui ou pour un non, les déconnectent et donc les privent de travail.

Les motoboys seraient sans doute plus de 200 000 à Sao Paulo, le double dans tout le pays, et neuf sur dix ne sont pas déclarés, comme

40 % des travailleurs brésiliens. Avec la pandémie et le confinement, il y a eu accroissement des commandes, mais pas des revenus des livreurs : les plateformes, Uber Eats, Isi Food et autres, ont simplement empoché plus de profits.

Depuis avril, les livreurs se mobilisent sur les réseaux sociaux, font signer des pétitions, descendent parfois dans la rue. Certains de leurs leaders militent contre Bolsonaro et le coup d'État militaire qui selon eux menace le pays. Ils font partie de l'opposition de gauche et du centre qui dénonce la dérive dictatoriale du président.

Ce qui est sûr, c'est que la situation des classes populaires empire.

Un travailleur sur deux serait aujourd'hui au chômage, du fait de la pandémie qui a déjà tué 84 000 Brésiliens. Elle frappe en priorité les Noirs et les habitants des favelas, et les motoboys en font partie. Sous couvert de lutte contre l'épidémie, le gouvernement a permis aux patrons de suspendre les contrats de travail et d'imposer plus de flexibilité.

La crise sanitaire n'est pas finie, la crise économique est déjà là et continue de s'aggraver. Des travailleurs commencent à se défendre. En quelque sorte, les motoboys ouvrent la voie.

ÉTATS-UNIS

Des statues symboles d'un passé raciste

Alors que le mouvement contre le racisme et les violences policières se poursuit aux États-Unis, de nombreux monuments, statues et symboles glorifiant le passé esclavagiste du pays ont été pris pour cible par les manifestants.

Ces statues confédérées ne sont pas d'innocents morceaux de ciment ou de roche. Ils symbolisent le système barbare dont le but était l'esclavage, la propriété d'êtres humains à des fins commerciales. La Confédération et ses généraux combattaient pour maintenir par la force l'esclavage dans le Sud, et pour l'étendre à l'ouest et au nord.

Quant à la position des États de l'Union, au Nord, incarnée par Abraham Lincoln, président de 1861 à 1865, elle n'était pas un choix moral, mais un choix pratique avec des implications morales. Lincoln comprenait qu'un même pays ne pouvait être à moitié fondé sur le travail des esclaves, et à moitié sur le travail libre. La qualité de Lincoln fut de reconnaître que le Nord ne pouvait l'emporter s'il n'émancipait pas les



Statue érigée en 1953 à Clarksburg en Virginie Occidentale, en l'honneur du général confédéré Jackson. esclaves. Les troupes des armées de l'Union étaient composées des fils de fermiers du Nord qui comprenaient cette même vérité. Le Sud fut vaincu quand les esclaves s'émancipèrent, quittèrent les plantations, paralysant l'économie du Sud, renforçant les armées du Nord. Les esclaves entraînaient derrière eux de nombreux Blancs sans terre, qui n'avaient pas intérêt à la guerre menée par la Confédération. Ensemble, ils entraînaient des Blancs pauvres qui désertèrent de l'armée sudiste.

Pendant quelque temps après la guerre de Sécession, une vraie démo-

cratie se développa dans le Sud, fondée sur les pauvres des campagnes, les anciens esclaves et les Blancs pauvres, qui avaient tous absolument besoin de terres. Ce fut la Reconstruction, une brève période, pendant laquelle la population pauvre constitua ses propres gouvernements, établit des écoles pour les enfants et des cliniques pour une population ravagée par la maladie.

D'anciens généraux confédérés créèrent le Ku Klux Klan, en l'utilisant comme un instrument violent pour revenir sur l'émancipation.

suite page 11

Toutes les statues glorifiant les confédérés furent alors érigées pour dire aux Noirs qu'ils devaient savoir quelle était leur place et y rester. Et pour dire aux Blancs pauvres qu'ils devaient s'estimer chanceux, même s'ils étaient pauvres, de n'être pas noirs. Avec le Klan, des Blancs pauvres étaient transformés en lâches gardiens de l'ordre ancien ressuscité.

C'est cette histoire violente, que le Klan a imposée à tous ceux qui vivaient dans le Sud, que des hommes comme Trump veulent célébrer et préserver.

Mais il y a une autre histoire à célébrer. La population noire est parvenue non seulement à survivre, mais à s'organiser, à transmettre son histoire d'une génération à l'autre, à

passer les connaissances acquises grâce à cette vie solidaire : le fait de dépendre les uns des autres et d'en retirer une force collective. Il y a une force morale immense issue de cette expérience, qui parvient jusqu'à nous aujourd'hui. C'est cette histoire que nous devons tous célébrer, noirs, blancs et immigrés.

MARTINIQUE

Révolte des jeunes contre les gendarmes coloniaux

Les 16 et 17 juillet, Fort de France, en Martinique, a connu deux nuits d'affrontements entre jeunes manifestants et gendarmes. En effet, depuis plusieurs mois, en Martinique, un groupe de jeunes activistes nationalistes mène des actions de protestation dynamiques et un peu spectaculaires.

Ils sont dénommés « les anti-chlordécone » ou encore les « rouge vert noir » car ils brandissent le drapeau indépendantiste avec ces couleurs.

À plusieurs reprises, ils ont envahi des supermarchés appartenant aux riches békés pour réclamer réparation des préjudices causés par le chlordécone, ce pesticide extrêmement nocif importé par les gros planteurs reconnu comme responsable de cancers et autres maladies graves. C'est dans cette même mouvance que des jeunes ont revendiqué à visage découvert le déboulonnage des statues de Victor Schœlcher le 22 mai afin de mettre à mal le mythe de l'abolitionniste Schœlcher comme seul libérateur des Noirs antillais en 1848.

L'une des actions d'occupation d'une grande surface suivie d'échauffourée avec les gendarmes a conduit à des poursuites judiciaires et policières. Jeudi 16 juillet, alors que deux de leurs camarades étaient en garde à vue, les jeunes « rouge vert noir » sont venus devant le commissariat réclamer pacifiquement leur libération. Aux Antilles, de telles actions sont souvent menées en chantant et en battant du tambour tradi-



La nuit du 17 juillet à Fort-de-France.

tionnel. Mais très vite, ce sont les gendarmes blancs qui ont remplacé les policiers noirs et sont intervenus brutalement contre les jeunes. La prise violente du tambour par un gendarme a particulièrement suscité la colère. Un jeune qui a cherché à le récupérer a été frappé jusqu'au sang et la cible d'insultes racistes, comme « sale négro », avant d'être embarqué violemment par les gendarmes dans un fourgon. De là sont parties deux nuits d'affrontements entre jeunes manifestants et gendarmes. Le calme n'est revenu à Fort de France que lorsque tous les jeunes ont été remis

en liberté.

Aux Antilles, tout comme le coup de pied d'un Blanc à un Noir, le geste d'arracher un tambour, commis par un Blanc contre un Noir, fait immédiatement penser à l'esclavage et au colonialisme d'antan, époques où la musique au tambour était interdite et réprimée car considérée comme un signe de rassemblement de révoltés. Ces gestes qui évoquent les pires moments d'oppression sont toujours immédiatement suivies de révolte.

Les employés de BDM en grève

Depuis lundi 20 juillet, une partie des employés de Bourbon Distribution Mayotte, l'une des deux plus importantes entreprises de distribution de Mayotte, filiale du groupe Vindémia récemment acquise par le Groupe Bernard Hayot, est en grève pour une aug-

mentation des salaires de 150 €.

Ces travailleurs revendiquent aussi 22 chèques déjeuners par mois d'une valeur de 9 euros à hauteur de 60% pour la direction et 40% pour les salariés, un 14ème mois, le paiement à 200 % les jours fériés (ramené à 100 %

par la nouvelle direction) et l'égalité salariale hommes/femmes.

La direction n'a proposé jusqu'à présent qu'une hausse des salaires de 23,40 euros et encore, pas pour tout le monde. La grève continue.



Lutte ouvrière

des idées pour comprendre le monde

Visiter le site

<https://www.lutte-ouvriere.org/comprendrelemonde/>



**Ne ratez pas le diner dansant de Lutte ouvrière !
Réservez vos places auprès de nos camarades..**

**Tarifs : adultes 25 €
enfants 12€**

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail :

contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*
Commission paritaire n°
1019C85576

Directeur de publication : Didier
Lombard

Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552-7282